INTRODUCTION

Jack Jedwab

Quelles sont les bonnes questions à poser lorsque l'on tente de mesurer empiriquement le terrorisme et les efforts de lutte contre le terrorisme ? Ce questionnement est central dans le développement de procédures de recherche efficaces dans ce domaine de recherche important. L'étude du terrorisme et du contre-terrorisme comporte plusieurs facettes, plusieurs desquelles ne peuvent pas être quantifiées. Dans ce numéro de *Diversité canadienne*, nous avons demandé à des spécialistes d'ici et d'ailleurs de partager leurs observations et leurs idées sur les défis liés à la tentative de mesurer empiriquement des phénomènes tels que le terrorisme et le contre-terrorisme. Les auteurs s'entendent que des progrès considérables ont étés réalisés depuis le début du 21e siècle dans le développement de base de données et dans la collecte de données pertinentes. Alors que certains auteurs discutent des limites liées à la mesure de phénomènes sociaux tels que le terrorisme, la plupart s'accordent pour affirmer que davantage de recherches empiriques est nécessaire. Paradoxalement, alors que des spécialistes sont invités à répondre à certaines questions autour de ce phénomène dans ce numéro de *Diversité*, de nouvelles questions prennent forme à leur tour à travers ces dix articles, ouvrant donc la voie à de nouvelles avenues de recherche pour le futur. La prise en considération du contexte dans lequel l'évaluation des opinions du public est effectuée est cruciale dans l'étude du terrorisme et du contre-terrorisme. De plus, tout effort en vue d'établir une analyse réussie des tendances en matière d'opinion publique nécessite l'élaboration de questions qui examinent les stratégies proposées et les objectifs convoités par les législateurs dans ce domaine d'étude délicat.

Deux sondages détaillés sur les opinions des Canadiens autour de la sécurité, du terrorisme et du contre-terrorisme, mené par la firme Léger Marketing pour l'Association d'études canadiennes (AEC), sont utilisés comme point de départ pour certains de ces articles. Le but de ces sondages était d'établir un ensemble de questions formant une base à partir de laquelle les opinions du public pourraient être observées et suivies sur une certaine période de temps, permettant ainsi de renseigner les chercheurs, les législateurs et les dirigeants communautaires à propos des inquiétudes personnelles et collectives ressenties par rapport à la sécurité nationale, à la menace du terrorisme au Canada et ailleurs, à leur niveau de confiance envers les institutions et les différents groupes sociaux, à leurs perceptions quant à l'état des relations entre les différents groupes sociaux, à leurs raisonnements autour du terrorisme, à leur disposition à dénoncer des activités suspectes, et à leur perception du degré d'efficacité des mesures légales et éducationnelles visant à contrer le terrorisme. Plusieurs questions fermées ont été conçues afin de nous permettre d'avoir un aperçu des opinions présentes dans la société canadienne. Un sondage réalisé en novembre 2012 avait demandé aux répondants de définir la notion de terrorisme et d'identifier les mesures qui sont installées pour combattre ce phénomène. Une question fermée additionnelle demandait aux individus d'établir les causes fondamentales qu'ils attribuent au terrorisme. Le premier article résume les résultats de ces deux sondages.

Ghosh et Bhui examinent les données recueillies en 2012 par l'Association d'études canadiennes et notent que c'est les individus les plus âgés qui sont les plus préoccupés par la menace du terrorisme et par les conflits interethniques ; c'est également cette population qui reconnait avoir les opinions les plus négatives envers les Musulmans. Ghosh et Bhui suggèrent que de plus amples études devraient être menées afin de mieux pouvoir identifier les sources de cette antipathie envers les Musulmans et de vérifier si cette antipathie est uniquement liée aux préoccupations envers le terrorisme ou s'il existe des causes sous-jacentes à celle-ci. Les auteurs considèrent que davantage de recherche est également nécessaire afin de mieux comprendre le rôle des médias dans la formation des opinions autour du terrorisme. De son côté, Sokora passe en examen des études qui ont été menées sur les attitudes du public autour du terrorisme et du contre-terrorisme. Il recommande que des recherches plus approfondies soient réalisées à propos du niveau de soutien du public envers le financement de mesures visant à combattre le terrorisme, de l'idée que restreindre certaines libertés civiles puissent réduire l'activité terroriste et sur le degré d'association qui peut exister entre les opinions à propos des Musulmans et celles à propos du terrorisme et du contre-terrorisme.

Bartlett et Miller affirment que bien que mesurer les succès de la prévention du terrorisme soit essentiel, cet exercice est extrêmement difficile à réaliser. Les auteurs élaborent sur « un paradoxe lié à la mesure » ; l'intérêt du public envers les activités du contre-terrorisme baisse lorsque celui-ci est efficace, alors qu'il est à son apogée suivant une attaque. Les auteurs suggèrent trois aspects dans la recherche sur la prévention du terrorisme qui nécessite plus d'attention ; premièrement, nous devons reconnaître qu'il n'existe pas uniquement une seule façon de mesurer le terrorisme ; deuxièmement, plus d'attention devrait être accordée à l'étude des médias sociaux afin de déterminer les changements qui se produisent dans les opinions publiques et leurs conséquences sur l'efficacité de certaines politiques ; et finalement, l'évaluation de l'efficacité des méthodes utilisées lors de la lutte contre le terrorisme doit être communiqué d'une manière claire au public. Ceci signifie que, dans la mesure du possible, les résultats du travail des services de sécurité et de renseignements doivent être rendus publics.

Freilich et Chermak s'étonnent de l'intérêt relativement peu élevé dirigé envers l'utilisation de sources ouvertes lors de l'étude du terrorisme. À travers leur article, ils présentent un aperçu des

procédés utilisés dans la création de la United States Extremist Crime Database (la première base de données nationale en son genre permettant de retracer les crimes violents et les crimes financiers ayant eu lieu à l'intérieur des États-Unis). Les auteurs décrivent quelques leçons importantes qui ont été tirées lors de la création de la ECDB. Un des points forts de la ECDB est que, contrairement à des projets plus statiques qui procèdent à une collecte de données à un point précis dans le temps, celle-ci est une base de données à grange échelle ouverte qui fait l'objet de continuelle mises-à-jours. De nouvelles informations sont ajoutées à la ECBD aussitôt que celles-ci deviennent disponibles.

Chenoweth observe que depuis le 11 septembre, la recherche sur le terrorisme et le contre-terrorisme a évoluée de façon considérable. Parmi les avancées positives soulignées dans son article, il y a la quantité accrue et la qualité des informations qui sont partagés, un meilleur accès aux informations disponibles, et une diminution dans l'écart entre la recherche et l'élaboration de politiques. Il existe cependant plusieurs défis auxquels doivent faire face les chercheurs œuvrant dans ce domaine. Un de ces défis est que plusieurs études ne prennent pas en considération le rôle que peut jouer l'État lors du développement de comportements terroristes. Souvent, par exemple, le types de régimes politiques (démocratique, autoritaire, etc.), les habilités militaires, les antécédents relatifs aux droits de la personne et l'aide étrangère ne sont pas considérés comme pouvant potentiellement avoir une influence dans le développement d'activités terroristes. Chenoweth discute également du manque d'efforts mis dans l'évaluation de l'efficacité de certaines politiques. Afin de surmonter ces difficultés, elle recommande l'utilisation de données désagrégées permettant ainsi l'amélioration des résultats obtenus par les techniques empiriques, aussi que d'éviter de se baser sur une source d'information unique et utiliser une variété de technologies.

Littlewood soutient que bien que les Canadiens considèrent la probabilité d'une attaque terroriste visant directement le Canada comme étant faible, le problème du terrorisme est compliqué par le fait que le Canada peut faire office de base de soutien dans l'élaboration d'attaques terroristes. Son article passe en revue des recherches récentes sur les « militants étrangers » afin de déterminer les implications potentielles que ceux-ci peuvent avoir sur les efforts de lutte contre le terrorisme au pays. Bien que le Canada n'ait pas été dans la mire d'activités terroristes récentes, il soutient que celui-ci a une longue histoire liée au terrorisme. Il ajoute que le Canada est souvent impliqué dans « les guerres des autres », comme se fût par exemple le cas avec l'attentat à la bombe du vol 182 d'Air India en 1985. Les sociétés multiculturelles doivent être à l'affut de leur potentiel de devenir des proies aux activités terroristes, et le Canada doit porter une attention particulière afin de ne pas faciliter des activités terroristes à l'étranger. Sous cet angle, il conclut qu'un réseau transnational dense de mécanismes de lutte contre le terrorisme nécessite d'être mis en place dans un avenir proche.

Veldhuis et Kessels se penchent sur les efforts de déradicalisation et de réintégration des individus reconnus coupables d'extrémisme violent. Ils attribuent le manque de données sur l'étendue et la nature de la menace terroriste à l'incertitude concernant l'efficacité des politiques sur ce sujet. Les auteurs pressent les chercheurs à passer au-delà des témoignages anecdotiques et des hypothèses non-fondées vers une analyse de données plus globale qui peut ainsi servir à l'élaboration et l'implémentation de programmes visant la réhabilitation et la réintégration de délinquants criminels violents.

De son côté, Hull fait l'observation qu'un progrès soutenu s'est produit dans l'utilisation de méthodes quantitatives lors de l'étude du terrorisme. Après les attentats du 11 septembre, un effort accru a été mis afin d'étendre les méthodes empiriques sur l'étude du terrorisme et d'introduire des indices afin de quantifier les attentats terroristes. Il fait référence en particulier à l'étude sur le terrorisme et le contre-terrorisme de l'Université du Maryland (University of Maryland's Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START) qui a répertorié plus de 100 000 attaques terroristes qui ont eu lieu à travers le monde entre 1970 et 2012. Il note que bien que les bases de données quantitatives soient utiles aux décideurs politiques et aux individus œuvrant dans la lutte contre le terrorisme, des questions entourant les dynamiques régionales et la façon que les différents gouvernements réagissent au terrorisme, entre autres facteurs, nécessitent d'être pris en considération avec beaucoup de prudence lors de la tentative de prévision de futures attaques sur la base d'un ensemble de données unique.

Amarasingam et Stewart soutiennent que des questions importantes doivent être adressées afin de compléter les sondages à échelle nationale effectués par l'AEC. Les auteurs soutiennent que plus de précisions doivent être amenées lorsque que l'on demande à des individus de définir le terrorisme puisque les réponses fournis par les participants manquaient de clarté. Il est également nécessaire d'avoir une meilleure compréhension de ce que signifie une diminution lorsque les répondants se mettent d'accords pour affirmer qu'il y a une diminution du terrorisme. Finalement, un plus grand choix de réponses devrait être disponible lorsque l'on interroge les participants à propos de ce qu'ils considèrent être les causes fondamentales du terrorisme. Les auteurs suggèrent que ce type de questions fermées dirige les réponses des participants, provoquant ainsi 52 % des répondants de choisir le « fondamentalisme religieux » comme étant la cause principale du terrorisme. Les auteurs soulignent l'importance de la recherche qualitative ; celle-ci permet un aperçu plus précis des opinions publiques sur le terrorisme.